

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/L-ex-president-d-Equateur-Gutierrez-est-accuse-d-atteinte-a-la-securite-d-Etat>

L'ex président d'Équateur Gutierrez est accusé « d'atteinte à la sécurité d'État »

- Les Cousins - Équateur -

Date de mise en ligne : mercredi 15 juin 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le gouvernement équatorien a engagé lundi une action en justice contre l'ex-président équatorien destitué Lucio Gutierrez, actuellement aux États-Unis, pour « atteinte à la sécurité d'État », a déclaré à Quito le ministre équatorien de l'Intérieur équatorien Mauricio Gandara.

Par l'Agence France-Presse

Quito, le lundi 13 juin 2005

« La plainte a été déposée car le colonel Gutierrez et ses partisans sont en train de faire des déclarations qui compromettent la sécurité d'État. Il s'autoproclame président de la république, dénonce un gouvernement qui est constitué légitimement et cela est pénalisé par la réclusion », a déclaré le ministre de l'Intérieur.

L'ex-chef de l'État équatorien, Lucio Gutierrez, a affirmé le 10 juin à New York qu'il était toujours le président en titre de l'Équateur et qu'il comptait revenir dans son pays pour les prochaines élections.

Ce dernier s'est déclaré « victime d'un coup d'État » et a annoncé qu'il envisageait de se présenter aux élections. L'ancien président a également accusé son ancien vice-président, devenu l'actuel président, Alfredo Palacio, d'être « un traître à la tête d'un gouvernement illégitime ».

Lucio Gutierrez demande enfin à l'Organisation des États américains (OEA) de prendre des sanctions contre son successeur.

Lors d'un entretien avec l'AFP à Quito, l'actuel ministre équatorien des Affaires étrangères Antonio Parra Gil a fait part de l'intention de son pays de lancer une offensive diplomatique aux États-Unis pour contrecarrer les accusations de l'ex-président Gutierrez.

Toutefois, le 11 juin, Washington a repoussé une demande du gouvernement équatorien visant à limiter la liberté de parole de Lucio Gutierrez.

« Le colonel Lucio Gutierrez, comme toute autre personne, peut faire les déclarations qu'il souhaite sur le territoire américain », a déclaré Glenn Warren, le porte-parole de l'ambassade américaine à Quito.

Destitué par le parlement le 20 avril, Gutierrez, 48 ans, avait obtenu l'asile politique au Brésil le 28 avril. Il avait cependant renoncé à son statut de réfugié le 6 juin et était parti le lendemain pour les États-Unis.